

11 mars 2004

Conférence de presse de M. Jean Charest, premier ministre du Québec
Lancement d'un document gouvernemental de référence en vue des forums de discussions qui se tiendront au printemps

[M. Charest:] Alors, bonjour, mesdames et messieurs. Aujourd'hui marque la première étape de notre démarche visant à amorcer un grand dialogue avec tous les Québécois sur les défis majeurs de notre société. Dans un premier temps, j'annonce que nous avons confié la coprésidence de l'ensemble de la démarche à Mme Line Beauchamp, ministre de la Culture et des Communications, et aussi à M. Pierre Shedleur, premier vice-président, ventes, grandes entreprises et secteur public, pour Bell Canada. Pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion de rencontrer Pierre, il est également une personne qui a oeuvré dans l'administration publique, il est très impliqué au niveau communautaire. Il aura l'occasion de vous dire, avec Line, quelques mots, après ma déclaration. Je veux d'emblée les remercier d'avoir accepté ce mandat de la plus haute importance pour notre gouvernement, mais aussi pour le Québec. Mme Beauchamp et M. Shedleur rassemblent tous les deux un vaste univers d'intérêts qui leur permettront d'accueillir les opinions des Québécois avec une très grande ouverture.

Dans un deuxième temps, nous rendons public aujourd'hui le document de référence qui guidera notre démarche. C'est le cadre de réflexion à la base duquel les forums seront mis en place. Ce document intitulé Briller parmi les meilleurs constitue notre programme d'action gouvernemental et présente les priorités de notre gouvernement. Tous les citoyens désirant s'engager dans la discussion avec nous pourront y référer afin d'alimenter leur propre réflexion sur les défis et les orientations stratégiques du Québec. Briller parmi les meilleurs, c'est bâtir avec tous les Québécois un Québec qui est grand, qui réalisera les 7000000 d'ambitions qu'il porte. Briller parmi les meilleurs, ça veut dire une progression de la qualité de vie, du niveau de vie des Québécois, ça veut dire des soins de santé et des services sociaux de qualité accessibles, ça veut dire une éducation orientée vers la réussite, une économie prospère et un engagement dans le développement durable, des régions qui prennent leur avenir en main, des familles, des jeunes, des aînés mieux appuyés, un Québec qui est un leader au sein de la Fédération canadienne et un État québécois moderne et efficace.

Mais pour atteindre ces objectifs, le Québec doit se préparer à relever deux grands défis, la reprise en main de nos finances publiques et les changements démographiques. Je vous rappelle que la part de la dette publique supportée par chaque Québécois a augmenté de 40 % depuis 1995. D'autre part, la baisse de la natalité constante depuis presque 40 ans amènera d'ici sept ou huit ans au point de bascule où le nombre de travailleurs commencera à diminuer significativement. Ces défis commandent des choix. Et c'est à travers le prisme de ces défis que nous entamons ce dialogue avec la population du Québec puisqu'il est maintenant clair que le statu quo est inacceptable au Québec. S'il y a une chose sur laquelle nous sommes tous très clairs, c'est qu'on ne peut pas continuer dans le système actuel, le statu quo est inacceptable.

Ensemble, donc, nous discuterons du Québec que nous voulons. Nous déciderons ensemble de faire du Québec une société capable de briller parmi les meilleures. Pour que cette démarche porte ses fruits, nous proposons de mener ce dialogue sous quatre thèmes spécifiques: santé et services sociaux, éducation-formation-emploi, le développement économique régional et durable, la famille et le développement social. Ces thèmes seront discutés dans des forums qui se tiendront dans

chacune des régions du Québec. Il y aura en tout 19 forums. Ils se dérouleront ce printemps et seront organisés en partenariat avec les conférences régionales des élus nouvellement mises en place. Chaque forum va durer une journée complète. Nous souhaitons que les gens viennent s'exprimer sur les orientations proposées par le gouvernement pour relever le défi de la démographie et le défi financier. Et je souhaite personnellement la plus grande participation possible de l'ensemble des citoyens et citoyennes du Québec. Finalement, ces forums thématiques mèneront, à l'automne, à un grand forum national qui permettra d'identifier des pistes de solution pour bâtir le Québec que nous voulons. Le processus de discussion que nous lançons aujourd'hui nous permettra de déterminer ensemble des actions prioritaires et de partager avec les Québécois notre détermination à revendiquer la place du Québec parmi les sociétés capables de briller, justement, parmi les meilleures. Comme je vous disais plus tôt, le statu quo est inacceptable pour le Québec. Nous sommes à l'heure des choix et nous allons faire ces choix avec tous les Québécois. Merci. M. Shedleur.

[M. Shedleur (Pierre): Alors, merci beaucoup, M. le premier ministre. D'abord, lorsqu'on m'a demandé de coprésider ces forums, je me suis demandé à quel titre je devrais le faire et, après réflexion, je suis arrivé aux conclusions suivantes: d'abord, la première raison, c'est comme citoyen, et je vous dirais: comme citoyen engagé, compte tenu que je suis membre de plusieurs organisations sociales. Je préside la Cité de la santé de Laval et aussi la campagne de financement... je préside la campagne de financement de la Croix-Rouge, et plusieurs autres. Également, mon expérience gouvernementale comme ancien haut fonctionnaire, dont la présidence de la CSST, et je dirais mon expérience maintenant du secteur privé, ont fait que je me suis dit que si je pouvais apporter une petite contribution pour l'avenir du Québec, eh bien, je serais très fier pour mes enfants. Alors, donc, c'est un peu à ce titre que je me vois ici, là, venir participer et dialoguer avec la population. Et, d'ailleurs, j'invite la population à venir prendre connaissance de ces documents et de venir partager avec nous, dans les régions, un peu partout au Québec, leurs points de vue. Merci. M. Charest: Line. Mme Beauchamp: Merci, M. le premier ministre. Bonjour à tous. Vous comprendrez, moi, que c'est avec vraiment beaucoup, beaucoup d'enthousiasme que j'ai accepté de relever ce défi parce que c'est un défi personnel, là, que me confie le premier ministre de coprésider avec M. Shedleur ce grand processus de dialogue avec la population sur deux grands enjeux incontournables. Je tiens à préciser que la démarche ne se veut pas partisane. On convie vraiment tous les Québécois, quelle que soit leur option politique, puisque les faits qui vont être débattus, pour lesquels on doit trouver... préciser notre démarche comme État du Québec, c'est que celles-là sont incontournables, ne peuvent pas être contestées. Les deux grands défis qui sont devant nous sont donc le défi, bien sûr, de cette impasse budgétaire qui fait en sorte que nous sommes les citoyens les plus taxés, imposés en Amérique du Nord, que le poids de la dette de l'État du Québec est plus lourd que jamais. Et, bien sûr, ce défi démographique qui fera en sorte que, alors qu'il y a une génération dans le passé, nous étions huit à travailler pour un citoyen à la retraite, que nous sommes maintenant cinq, dans une génération d'ici, il n'y aura plus que deux Québécois à travailler pour chaque citoyen à la retraite. Le premier ministre nous a donc affirmé, et j'en ai la conviction, que le statu quo pour le Québec n'est pas une solution et qu'on doit donc procéder à des changements pour mieux encore baliser cette démarche de changement qui attend l'État du Québec. Je pense qu'il est opportun de poursuivre aussi ce travail de dialogue qu'on avait entrepris, bien sûr, au cours des dernières années sous le leadership de Jean Charest dans toutes les régions du Québec, mais voilà que ce dialogue doit être balisé, là, vraiment à l'aune de ces deux grands défis qui sont devant la société québécoise. Nous allons donc parler d'un projet de société, pas juste à court terme, les impacts seront à court terme, la situation, elle est urgente.

Je relève ce défi-là avec la conviction que, si on veut vraiment préparer le Québec de demain, la situation est urgente, les choix doivent se faire dès maintenant, et que donc, par rapport à cette urgence, le dialogue doit se faire dès maintenant. Mais c'est un dialogue qui se poursuit avec les Québécois qui, au cours des dernières années, nous ont maintes et maintes fois réaffirmé leurs priorités d'action, tel que vous le voyez d'ailleurs dans le document qu'on vous livre aujourd'hui. Je termine en disant que personnellement je suis en politique sur la scène québécoise parce que j'ai beaucoup d'ambition pour le Québec. Je suis consciente plus que jamais, maintenant que je suis membre du Conseil des ministres, des enjeux qui sont devant le Québec. Mais cette ambition-là, je suis sûre de la partager avec l'ensemble des Québécois, des Québécoises, et moi, également, je les convie vraiment à ce large dialogue qui pourra bien sûr, dans le cadre des forums... il y aura également d'autres moyens qu'on se donnera pour enclencher ce dialogue avec les Québécois sur ces grands défis. Et avec mon coprésident, M. Shedleur, au cours des prochains jours, très bientôt, on pourra également vous livrer plus les aspects, je dirais, techniques et formels de la démarche qu'on propose aux Québécois. Je vous remercie.

M. Larocque (Paul): On va maintenant amorcer la période des questions. Le temps est limité, il y a beaucoup de questions déjà, donc des questions courtes s'il vous plaît. Josée Thibeault de Radio-Canada.

Mme Thibeault (Josée): M. Charest, votre gouvernement a eu quand même son lot de difficultés à faire passer ses réformes et certains de ses projets de loi au cours des derniers mois. Est-ce que cette grande tournée qui va quand même vous mener à travers le Québec, ce n'est pas un peu une espèce d'opération de séduction un peu sophistiquée, assez élaborée pour contrer le mécontentement des derniers mois?]

[M. Charest:] Ça s'inscrit dans la continuité de ce qu'on fait depuis plusieurs années. On a, rappelez-vous, on s'était engagés, nous, dans une démarche où on a été présents, très présents dans les régions du Québec. On a fait ça à travers les instances du parti, on a fait ça dans toutes sortes de forums pendant une longue période de temps pendant cinq ans. On a fait le travail rigoureux, qui était un précédent dans l'histoire politique du Québec, quand on a livré, le 12 septembre 2002, nos priorités, on a fait la campagne électorale, puis aujourd'hui, soit dit en passant, à ma connaissance c'est également un précédent, parce que c'est la première fois qu'un gouvernement qui est élu prend la peine de faire l'exercice de présenter à la population du Québec l'ensemble de la vision pour que les citoyens puissent le commenter, y contribuer, l'influencer. Donc, c'est dans une continuité, là, de ce qu'on a fait depuis les cinq dernières années. Et ça nous rappelle à quel point les gouvernements ont également une obligation d'aller vers les gens, de susciter les débats, d'aller présenter en quelque sorte les choix. Et s'il y a une chose qui me paraissait extrêmement importante, c'est de dire à quel point ces deux défis de la démographie puis les finances publiques vont conditionner tous les autres choix dans le domaine de la santé puis de l'éducation. Et si on cherche à illustrer à quel point il y a là une réalité incontournable, je vous invite à aller voir les pages 27, 28 et 29 du document qui, en quelques chiffres et quelques graphiques seulement, là, vous donnent une illustration de la situation, de la réalité québécoise.

Puis je veux les nommer rapidement: à la page 27, on évoque le fait que le Québec dépense plus en services publics que les autres provinces canadiennes, même si les Québécois sont collectivement moins riches; l'écart s'est accru au cours des dernières années parce que les dépenses ont augmenté plus rapidement au Québec qu'ailleurs; si on projette dans l'avenir, on prévoit que les

coûts de reconduction des programmes actuels vont progresser plus rapidement que les revenus de l'État; et au cours des dernières années la dette publique s'est alourdie, 13800000000 \$ sur six exercices financiers; et dans l'avenir, pour combler l'écart, l'État québécois ne peut accroître davantage les impôts ni augmenter la dette. En d'autres mots, la situation du Québec est à peu près la suivante: on est l'endroit en Amérique du Nord où on s'est donné les programmes sociaux les plus avancés, puis on a fait ça par choix. Il y a là un reflet de nos valeurs, mais il y a un coût associé à cela. D'un autre côté, on est les citoyens les plus taxés en Amérique du Nord. Donc, si on est placés devant trois portes, on ne peut pas taxer davantage, ça, on le sait. La deuxième porte, c'est la porte de l'endettement, on est encore là parmi les plus endettés en Amérique du Nord, on ne peut pas s'endetter davantage, le deuxième choix, il est fermé. Ça nous amène à la troisième puis à la dernière porte, c'est de faire les choses différemment. Et, là-dessus, on est placés devant une réalité qui nous amène justement à vouloir discuter avec la population du Québec sur comment on va justement faire les choses différemment en fonction de nos missions, en fonction de nos valeurs, en fonction de nos orientations.

Je vais terminer, puis je m'excuse d'être un peu long, mais à la page 28 du document, on nous donne quelques chiffres ponctuels qui en disent très long sur notre situation: en 2002-2003, le Québec a dépensé, par personne, 715 \$ de plus que les autres provinces en services publics, alors que la richesse par habitant, le PIB par habitant, il est inférieur de 4 960 \$. D'un côté, on dépense en moyenne 700 \$ de plus par personne, on a presque 5000 \$ de moins en revenus par personne également. Par rapport à l'Ontario qui est notre voisin immédiat, l'écart est encore plus grand, c'est 1 457 \$ de plus par personne qu'on dépense, alors que notre richesse est inférieure de 6 534 \$. Vous voyez, dans ces tableaux-là, l'écart. Le dernier chiffre, c'est le rythme d'augmentation de nos dépenses. Dans les dernières années, de 1999 à 2000, les dépenses au Québec ont augmenté de 15 %; la moyenne, c'est 13 % pour le reste du Canada, 9,1 % pour l'Ontario. Voilà une réalité qui parle par elle-même.

[M. Larocque (Paul): Robert Plouffe, de TVA.

M. Plouffe (Robert): M. Charest, je me demande pourquoi vous arrivez avec ça aujourd'hui. Votre slogan électoral, c'était: Nous sommes prêts, puis, un an plus tard, vous nous arrivez avec ça. On a l'impression justement que vous voulez réagir vraiment à la grogne. Là, vous nous tracez un portrait très sombre du Québec puis, dans votre ouverture, vous dites: Le Québec est une société des plus modernes, un chef de file, et franchement, j'ai de la misère à vous suivre. Ça va bien ou ça ne va pas bien au Québec? Pourquoi vous nous arrivez avec ça aujourd'hui?]

[M. Charest:] Lisez le constat qu'on fait et relisez le document qu'a produit un groupe qu'avait mandaté le journal La Presse, et vous allez trouver des similitudes dans ce groupe qui ne représente pas des intérêts partisans, à l'intérieur duquel on retrouvait Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal, Joseph Facal, qui est un ancien ministre du gouvernement Parti québécois, Clément Godbout, qui était un syndicaliste, et Raymond Royer, du milieu des affaires et un économiste de l'Université Laval, vous allez trouver un constat qui est à peu près similaire à ce qu'on vous décrit dans le document.

C'est que le Québec a réussi de grandes choses depuis la Révolution tranquille. Mais quand on arrête pour faire l'examen de notre réalité, puis on place ça dans le contexte de la démographie, et on place ça dans le contexte des finances publiques, on réalise que le statu quo ne peut plus continuer. Là-dessus, c'est très important qu'on ait un dialogue avec les Québécois, et c'est pour cette raison-là

qu'on fait l'exercice qu'on fait actuellement. Deuxièmement, je vous rappelle que, ce n'est pas nouveau pour nous, il y a une continuité dans la démarche qu'on fait. Moi, je fais ça depuis les cinq dernières années puis on va continuer à le faire. Puis la troisième chose que je veux relever, c'est le fait qu'un gouvernement a justement comme devoir de porter ce débat, de le proposer puis de permettre aux citoyens de participer. Ce n'est pas parce qu'un gouvernement a été élu que, soudainement, du jour au lendemain, on doit arrêter les débats; on doit, au contraire, les permettre, encourager les gens à partager en quelque sorte l'information que nous avons et de partager également les choix que nous aurons à faire pour l'avenir.

Dernier élément, sur le plan de la démographie, s'il y a une chose, par exemple, qu'il faut faire, c'est de constater à quel point la démographie nous appelle à l'urgence parce que la réalité démographique est la suivante. Je vous décris les chiffres, là. Placez ça dans le contexte, les chiffres que je viens de vous décrire, d'augmentation des dépenses avec les moyens qu'on a, et placez ça ensuite dans le contexte de la démographie. Dans les années soixante, on était huit pour chaque personne à la retraite pour assumer les dépenses. Aujourd'hui, on est cinq pour une personne à la retraite. Très rapidement, il y en aura deux pour assumer, justement, les dépenses, pour chaque personne à la retraite. Les dépenses et les besoins vont aller en grandissant, et le nombre de personnes qui seront, elles, en position d'assumer les frais de tout ça va diminuer rapidement. Et quand on fait le bilan de tout ça, bien, ça nous permet, ensemble, comme Québécois, de réaliser l'urgence, pour nous, de prendre un certain nombre de décisions.

[M. Larocque (Paul): Mylène Moisan du Soleil.

Mme Moisan (Mylène): ...questions. Dans votre plan d'action, on relève l'annonce de 31 plans d'action, stratégies, plans quinquennaux, programmes à venir, sur différents sujets. Pour un gouvernement qui dit vouloir recentrer son action, ça n'envoie pas plutôt le message contraire?]

[M. Charest:] L'État québécois n'arrêtera pas de fonctionner, aujourd'hui parce qu'on entame ce dialogue. Le budget va être livré le 30 mars prochain. Il y a un travail qui a été commencé, déjà, à l'intérieur du gouvernement sur la modernisation de l'État. Alors, ce travail-là continue, la décentralisation, la première étape a été franchie. Donc, l'État québécois, c'est 45000000000 \$ de dépenses en programmes, par année. Évidemment, on n'arrêtera pas tout du jour au lendemain, puis notre action continue.

Maintenant, moi, j'ai demandé à ceux qui sont en mesure de le faire de mettre sur la table les plans d'action ou le travail qu'ils ont d'entamé pour qu'on puisse justement l'inclure dans le débat. Je veux qu'on soit le plus ouvert possible. Alors, dans la mesure du possible, là, pour ceux, dans les ministères, qui ont des plans, qui ont des choses à mettre de l'avant, je veux qu'ils le fassent le plus rapidement possible.

[Mme Moisan (Mylène): On parle de plans d'action gouvernementaux, de programmes, de plan vert, politique jeunesse, stratégie jeunesse. C'est 31 choses qui s'en viennent dans l'année, sur différents sujets.]

[M. Charest:] Oui, mais une politique jeunesse ne peut pas être en contradiction avec notre volonté de tenir compte des réalités démographiques et des contraintes financières pour l'avenir du Québec. Ça ne peut pas. Raison de plus, pour nous, de dire: Bien, si on a ce débat sur la réalité démographique puis les finances, puis on fait une politique jeunesse, avançons là-dedans en même

temps. On n'arrêtera pas dans le travail qu'on s'est engagés à faire. Même chose pour un plan de développement durable. Juste là- dessus, pour ouvrir une parenthèse, le Québec, c'est la place au monde où on dépend le plus sur notre patrimoine naturel pour gagner notre pain puis notre beurre, là. Le patrimoine naturel, l'environnement québécois, c'est beaucoup de choses, d'où l'importance pour nous, justement, d'avancer sur ces dossiers-là, mais de le faire dans ce contexte où on veut encourager un dialogue sur les grands enjeux qui vont dominer les choix qu'on va faire pour la jeunesse, pour le plan vert, pour le domaine de la santé, pour le domaine de l'éducation.
[M. Larocque (Paul): Maintenant...

Mme Moisan (Mylène): Pour le plan de lutte à la...

M. Larocque (Paul): Mylène, excuse, par respect pour tous ceux qui ont demandé... Il reste encore six personnes qui m'ont demandé... On va se limiter à une question chacun, si vous permettez. Yves Chartrand du Journal de Montréal.

M. Chartrand (Yves): M. Charest, est-ce que ça veut dire qu'on met toutes les décisions en attente pour la réingénierie, en attendant de connaître les conclusions de ces forums-là? Mais pratique-pratique, comment ça va être organisé? C'est quand, ces forums-là de rencontre? Ça va être... C'est quand, ça? Est-ce que...]

[M. Charest:] D'abord, on met à contribution la Conférence régionale des élus, nous, on voit là-dedans une occasion en or pour valoriser les conférences régionales qui ont été créées. Et c'est un exercice qui, vous l'avez remarqué, part des régions, hein. Ça, pour nous, c'était fondamental sur le plan philosophique, là, sur le plan de l'approche. Pour moi, c'est extrêmement important qu'on parte des régions. Il y a 17 régions administratives au Québec, il y en a 19 pour la raison suivante, c'est que dans le territoire de la Montérégie, il y en a trois conférences régionales des élus, c'est pour ça qu'il y en a 19 par rapport à 17 régions administratives. Eux auront évidemment leur journée, il y aura un débat puis une présentation sur les enjeux de la démographie, des finances publiques. Ils pourront ensuite se diviser par thèmes, le groupe comme tel, aller dans les ateliers sur la santé, l'éducation, famille, également développement économique et durable. Il y a une plénière, les ministres régionaux vont participer puis les parlementaires vont participer, de tous les partis, je le présume, et il y aura ensuite le forum national qui va suivre.

[M. Chartrand (Yves): Mais...

M. Larocque (Paul): Alors, Yves, je m'excuse. Denis Lessard de La Presse et ensuite Robert Dutrisac. Yves.

M. Lessard (Denis): Brièvement, si on compare... ça, c'est votre plan de match pour les trois prochaines années, pour la fin du mandat, c'est ce que vous soumettez à la population. Exact?]

[M. Charest:] Oui.

[M. Lessard (Denis): D'accord. Si on compare à votre document de l'automne 2002, il y a beaucoup de choses qui sont comme disparues, on ne parle plus, par exemple, du milliard de baisse d'impôt, on ne parle plus de la réduction d'impôt de 27 %...]

[M. Charest:] Attends.

[M. Lessard (Denis): ...on ne parle plus de... l'anglais en première année, c'est disparu, on ne parle plus des services de santé sept jours sur sept, 24 heures sur 24. Il y a des choses qui se sont comme volatilisées entre les deux dates.]

[M. Charest:] On ne peut pas... Non, il n'y a pas de choses qui se sont volatilisées, là, entre les deux, là. Les services de santé sept jours sur sept, 24 heures sur 24, c'est une partie intégrante de notre politique dans le domaine de la santé. Alors, évidemment, on ne peut pas toujours toucher à l'ensemble des sujets dans l'ensemble des détails, mais vous avez dû remarquer une chose, c'est qu'il y a une continuité dans ce qu'on a dit et ce qu'on a proposé depuis les cinq dernières années. Là-dessus, c'est...

[M. Lessard (Denis): ...sur l'anglais en première année. Dans le document, ici, on dit l'anglais en première année, là, ici, on dit l'anglais au premier cycle du primaire, c'est-à-dire première, deuxième ou troisième année. Est-ce qu'il y a une continuité ou...]

[M. Charest:] Bon, bien, si vous voyez là-dedans, là, vous, une grande contradiction, bien, vous...

[M. Lessard (Denis): Bien, je vois...]

[M. Charest:] Bien, en première année puis vous, vous dites au premier cycle, ce n'est pas tout à fait la même chose, je ne trouve pas ça très convaincant, je vais vous dire franchement, là. Il y a une continuité, là, dans ce qui a été fait. D'ailleurs, vous allez le retrouver dans le tableau, là, ici, à la fin où il y a un énoncé des missions essentielles de l'État, des orientations également et les actions du gouvernement, et il y a une parfaite continuité, là, dans ce qui a été fait, là, ce qui a été proposé...

[M. Lessard (Denis): ...]

[M. Charest:] Même chose au niveau des baisses d'impôt. Vous allez trouver à l'intérieur du document beaucoup de références aux questions qui touchent les impôts. Allez lire.

[M. Lessard (Denis): ...milliards ne sont plus là.]

[M. Charest:] Mais il y aura un premier budget qui va livrer le 30 mars. Là-dessus, le gouvernement est en continuité avec ce qu'on avait annoncé le 12 septembre dernier. Et allez voir le document sur la question des baisses d'impôt, vous allez y voir beaucoup de références et pas pour des raisons dogmatiques, c'est parce que, au Québec, on est les citoyens les plus taxés, d'une part, et, d'autre part, il y a là un problème important parce que, si on veut avoir de la croissance économique, de la création d'emplois, de la création de richesse, parce que c'est un enjeu central de tout ça, encore faut-il s'attaquer aux bons problèmes; ça inclut la question des impôts.

[M. Larocque (Paul): Robert Dutrisac, du Devoir.

M. Dutrisac (Robert): Oui, Mme Beauchamp, vous avez parlé justement d'un exercice qui était non partisan. Je voulais savoir, d'une part, quel effort avait été fait justement pour faire en sorte que cet exercice-là soit non partisan. On sait qu'il y a eu déjà des commissions, comme Bélanger-Campeau, où il y avait vraiment un engagement qui était multipartite, ou plusieurs partis. Je voudrais savoir, de ce côté-là, qu'est-ce qui avait été fait. Et, d'autre part, la présence de M. Shedleur... je sais que, pour le

gouvernement, c'est un projet très important que le gouvernement en ligne. Vous avez un des principaux fournisseurs dans le domaine, là, à vos côtés, est-ce que ce n'est pas un petit peu gênant, justement, pour la suite des choses et pour l'octroi de contrats gouvernementaux?]

[M. Charest:] C'est à moi que la question se pose?

[Une voix: Oui, oui.]

[M. Charest:] La réponse, c'est non.

[M. Shedleur (Pierre): Si vous permettez, je pourrais peut-être compléter. Le gouvernement en ligne, c'est plus des applications. Bell, c'est un réseau. Le réseau, on l'a déjà, le contrat avec le gouvernement, et tout le reste, c'est surtout des applications à 90 % où Bell ne soumissionnera même pas. C'est plus les CGI, les IBM, les LGS qui vont soumissionner à ce genre de contrats.

Une voix: Vous...

M. Shedleur (Pierre): Oui, mais là...

Des voix: ...

Mme Beauchamp: Oui, en fait, c'est... quand je dis que c'est un exercice non partisan, c'est le fait que plusieurs moyens qu'on pourra préciser au cours d'une prochaine rencontre, au cours des prochains jours, seront pris pour interpellier l'ensemble des citoyens et citoyennes du Québec dans chaque région du Québec. C'est dans ce sens-là que l'exercice se veut non partisan, dans le sens que je vous disais. Le constat que l'on fait, les deux grands enjeux que l'on définit encore mieux grâce à ce document devant lequel sont des Québécois, ce ne sont pas des enjeux liés à une idéologie politique, c'est des constats inéluctables. C'est implacable, c'est le fait que l'impasse des finances publiques, nous sommes les plus imposés et taxés. Nous avons un poids de la dette plus élevé que jamais et on doit donc être appelés à faire des changements, et dans un contexte d'urgence, à mon sens, puisque je vous disais: Dans une génération d'ici, on ne sera que deux Québécois à payer pour un individu à la retraite. C'est dans sept, huit ans qu'il y aura ce point de bascule, qu'on appelle, où il y aura moins de Québécois qui travaillent que de Québécois qui auront besoin de prestations de services parce qu'ils sont à la retraite.

Donc, on voit là... Pour moi, c'est une situation d'urgence et c'est dans ce sens-là que, dès aujourd'hui, on interpelle l'ensemble des Québécois et des Québécois en disant: Voici, ce n'est pas sur la base d'une idéologie qu'on dit que le statu quo ne tient plus, qu'il faut procéder à des changements, je pense qu'il y a un fait inéluctable qui nous amène à interpellier l'ensemble des Québécois à identifier la démarche qui nous amènera à procéder à ces changements profonds. Mme Rouleau (Marie-Paul): M. Charest, vous avez un plan ici d'action très détaillé pour votre mandat, qui est d'ailleurs assez fidèle à votre programme électoral. Alors, moi, je me demande; Un Québécois qui participe à un de ces forums-là, qu'est-ce qu'il peut espérer décider? Parce qu'on dirait que tous les choix sont déjà faits pour lui?]

[M. Charest:] C'est une bonne question, puis la première chose que nous devons faire ensemble, nous, Québécois, c'est de s'asseoir pour qu'on puisse bien défricher cette réalité à laquelle nous faisons face, qu'on puisse bien comprendre les pressions, les facteurs déterminants pour notre

avenir, là, qui vont peser sur l'ensemble des choix dans chaque domaine de notre vie, santé, éducation, travail, retraite, par exemple, tout ça, c'est un débat qui est extrêmement important. Puis ce que je constate, c'est à quel point notre devoir d'élus nous interpelle dans ce débat-là d'aller justement sur le terrain puis en parler de ces choses-là. Alors, c'est quoi le portrait du Québec aujourd'hui? Je vous ramène rapidement à ce que je disais il y a une minute. On a des programmes sociaux plus développés ailleurs par choix puis ça reflète nos valeurs, mais il y a un prix d'associé à ça. En même temps, on est plus taxés, on est plus endettés, en même temps, les dépenses augmentent plus rapidement qu'ailleurs, en même temps, les dépenses augmentent plus rapidement que les revenus. Ce n'est pas juste nous autres qui le dit, en passant. L'étude du Conference Board, la première version originale de 2002, puis la mise à jour de 2004, rendue publique il y a quelques jours, répète exactement la même chose, les dépenses vont augmenter plus rapidement que les revenus, puis c'est encore plus vrai au Québec, puis là on place ça dans le contexte de la démographie. Alors là, la première chose qui semble évidente, c'est que le statu quo ne peut pas continuer, là ça, c'est la première chose qu'il faut régler, puis après ça se poser la question: Comment on va faire pour l'avenir? Comment on va faire pour livrer ces services-là? Qui va payer? Comment on va les payer?

Alors là-dessus, c'est un débat où il n'y a personne qui a le monopole de vérité. Nous autres, on présente parce que c'est important, c'est notre responsabilité de dire aux gens: Voilà où on pense qu'on doit aller, voilà le sens de notre démarche, de tout ce qu'on a entendu depuis cinq ans. Venez donc nous dire, vous, comment vous voyez ça, de quelle façon on peut faire les choix. Dans le domaine de la santé, il y en a qui vont dire peut-être qu'on devrait financer ça autrement, domaine, par exemple... pour la population, est-ce qu'on devrait mettre davantage l'accent sur l'immigration ou est-ce que ça devrait être des politiques de natalité? Dans un paquet de domaines, sur beaucoup de sujets, bien, on aura justement l'occasion d'entendre les Québécois.

[M. Larocque (Paul): Gérard Deltell de TQS.

M. Deltell (Gérard): M. le premier ministre, deux ministres de la région de Québec sont au coeur des inquiétudes ou des discussions. Tout d'abord, M. Hamad nous a offert tout à l'heure... J'ai calculé le sixième ajustement concernant le projet du Suroît. Comment peut-il encore garder votre confiance dans de telles circonstances? Et deuxièmement, Marc Bellemare, vous n'êtes pas inquiet, vous n'avez pas peur de perdre Marc Bellemare?]

[M. Charest:] J'ai parlé à M. Bellemare ce matin. Les papiers qui ont été écrits et les rumeurs sont sans fondement.

[M. Deltell (Gérard): Malgré le «no-fault» ou les ajustements?]

[M. Charest:] M. Bellemare est là, il fait partie du gouvernement, et les papiers qui ont été écrits ce matin sont sans fondement.

[M. Deltell (Gérard): Comment peut-il garder votre confiance après le sixième ajustement de tout à l'heure concernant le Suroît.]

[M. Charest:] Bien, dans le cas du Suroît, on a voulu justement permettre à la population de débattre d'un enjeu majeur pour le Québec puis prendre les moyens pour qu'on puisse, dans un dossier qui est, remarquez, assez complexe, là, quand on parle de l'avenir énergétique du Québec, sur un sujet,

d'ailleurs, qui nous tient à coeur parce que c'est aussi une source de fierté, ce qu'on a réalisé au Québec, on a voulu donner un mandat à la Régie de l'énergie pour qu'on puisse faire le débat, et, en ce sens-là, on a raison de le faire, et, en ce sens-là, on a raison aussi de permettre à la population de pouvoir se saisir des enjeux dans ce domaine-là parce qu'il nous est apparu, après la décision, qu'il y a beaucoup de gens qui s'interrogeaient sur le sens de ce choix. Et, moi, je pense qu'on ne peut pas se tromper dans la mesure où on fait ça, et M. Hamad a tout à fait raison de nous proposer la démarche qu'il a proposée.

[M. Larocque (Paul): Michel Hébert.

M. Hébert (Michel): M. Charest, est-ce que j'ai bien compris que M. Bellemare est tout à fait heureux actuellement au Conseil des ministres? C'est ce que vous dites?]

[M. Charest:] M. Bellemare est heureux. Moi, je lui ai parlé ce matin – parce que, évidemment, quand on lit ces choses-là on se parle et on pose les bonnes questions – j'ai parlé à M. Bellemare et il me semblait parfaitement heureux, d'une part, et, d'autre part, il n'a jamais été question de démission.

[M. Hébert (Michel): Dans son esprit ou dans les conversations que vous avez eues avec lui?]

[M. Charest:] Dans les conversations que j'ai eues avec lui, il n'a jamais été question de démission.

[M. Hébert (Michel): Mais ça n'exclut pas qu'il y a peut-être pensé?]

[M. Charest:] Bien, là, je vous laisse le soin de faire l'hypothèse, là. Si je devais vous dire tout ce que j'ai pensé...

[M. Larocque (Paul): Martin Ouellet.]

[M. Charest:] Vous savez, il y a une différence dans la vie entre...

[M. Larocque (Paul): Allez-y, allez-y. On a du temps.]

[M. Charest:] Non, non. Je pense que je vais me priver de ça.

[M. Larocque (Paul): Martin Ouellet.

M. Ouellet (Martin): Pour revenir sur le Forum national, le grand Forum national de l'automne, quelle va être la différence entre cet événement-là, cette activité-là, avec... ça va être quoi, la différence entre le Forum et la bonne vieille recette d'un grand sommet où tous les groupes de pression vont défiler là pour imposer plus ou moins leur point de vue?]

[M. Charest:] D'abord, c'est un précédent, à ma connaissance, qu'un gouvernement, dans le début d'un mandat, comme c'est le cas pour nous, fasse et propose l'exercice et fasse preuve de la transparence dont on fait preuve quand on met sur la table le programme d'action, puis on ouvre ça puis on dit aux gens: Écoutez, c'est le fruit de cinq ans de travail, puis on a progressé là- dedans, mais allons parler d'enjeux qui vont avoir un impact déterminant dans nos programmes et participez donc, comme citoyens, à ce débat, pour qu'on puisse avoir le bénéfice de, justement, de vos réflexions là-dessus. Si on compare ça au Rendez-vous des régions qui est arrivé juste avant l'élection générale,

on a une approche très différente parce qu'on commence dans les régions. Ça n'a pas lieu à Québec ou à Montréal, on commence sur le terrain; on fait ça en début de mandat, ce n'est pas une affaire de fin de mandat alors qu'on prépare une campagne électorale, on fait ça dès le début.

L'autre chose qui nous paraît utile, c'est de centrer la discussion sur ces deux grands enjeux, parce qu'on ne veut pas une liste d'épicerie. C'est vrai qu'on ne veut pas s'embarquer dans une liste d'épicerie, on veut essayer de garder ça aussi concentré que possible sur les grands enjeux et comment ça se décline en termes d'impact dans les domaines de la santé, de l'éducation ou les finances publiques. Alors, on va faire, je peux vous dire, moi, un effort très important pour que nous puissions justement avoir ce bon débat avec la population du Québec.

[M. Larocque (Paul): Dernière question en français, Norman Delisle de La Presse canadienne. M. Delisle (Norman): ...un sujet plus terre-à-terre, est-ce qu'on peut savoir pourquoi le député de Mégantic-Compton ne s'est pas expliqué aujourd'hui même à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire le jour même où la nouvelle a paru dans le principal quotidien vendu dans son comté? Et est-ce qu'on peut avoir l'assurance qu'il va le faire à l'Assemblée nationale?]

[M. Charest:] Je ne vois pas pourquoi il ne le ferait pas à l'Assemblée nationale, mais, vous savez, il va s'expliquer aujourd'hui, là, il va faire une déclaration publique aujourd'hui, qu'il le fasse à un endroit ou à l'autre, il va faire une déclaration publique, puis il aura l'occasion de donner sa version des faits. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il n'a pas donné sa version des faits à ceux qui ont produit le rapport, d'une part. Alors, quand il aura fait ça, après ça, vous serez en position où on pourra juger. Mais je trouve déplorable que du côté de l'opposition on profite de l'immunité parlementaire pour avancer n'importe quoi, alors que s'il y a une règle fondamentale dans notre société, c'est que les gens devraient avoir l'occasion de donner leur version des faits.

[M. Delisle (Norman): Quand vous avez été saisi de ces faits-là, est-ce que vous avez vous-même ordonné une petite enquête interne, là, pour savoir ce qui s'était passé?]

[M. Charest:] Les gens dans mon bureau ont parlé à M. Bouchard, il a donné des explications, ce n'est pas à moi de les interpréter puis de les répéter à nouveau, c'est à lui de les donner sur la place publique puis de dire aux gens: Voilà ce qui s'est passé, puis d'avoir la chance justement d'être entendu. Et je vous réitère que ceux qui ont été appelés à faire le rapport en question n'ont pas entendu M. Bouchard, que lui-même il n'a pas vu le rapport avant qu'il soit rendu public. Alors, on va commencer au début, il va s'expliquer, et après ça, bien, les gens auront l'occasion de faire la part des choses.